

États-Unis–Chine : quelle fin de partie ?

La course à l'incoercibilité stratégique

Version exécutive

Jean-Pierre Goux

Biosphere Economics | Août 2026

jpgoux@biosphere-economics.com

Thèse centrale. La Chine n'a pas besoin d'égaliser la puissance globale des États-Unis pour transformer la relation stratégique. Le seuil décisif se situe en amont : celui de l'*incoercibilité stratégique*, atteint lorsqu'une coalition menée par Washington peut encore infliger à la Chine des coûts considérables, mais ne dispose plus de moyens crédibles pour contraindre Pékin à revenir sur une décision qu'il juge vitale. La course se joue donc dans les deux sens. Pékin cherche à supprimer les dépendances qui donnent encore prise à Washington sur ses choix essentiels. Les États-Unis doivent, eux, créer de nouveaux leviers à mesure que les anciens s'érodent, tout en restant capables de transformer rapidement les capacités de leurs alliés en action coordonnée.

Ce texte constitue la version condensée de l'étude *États-Unis–Chine : quelle fin de partie ? La course à l'incoercibilité stratégique*. Il en conserve l'argument conceptuel et les principaux tests empiriques, mais laisse de côté l'essentiel de la revue de littérature, des analyses sectorielles et des développements techniques.

À propos du Planetary Lab. Le Planetary Lab est le pôle de recherche de Biosphere Economics. Il explore les concepts, les institutions et les technologies dont l'humanité a besoin pour entrer dans l'ère planétaire, en accordant une attention particulière aux interactions entre systèmes économiques, géopolitique, transformations technologiques et biosphère. Ses travaux prennent la forme de publications et de notes de recherche accessibles au public, ainsi que d'analyses privées et confidentielles réalisées pour ses clients. Le présent article s'inscrit dans son programme de recherche consacré aux relations internationales et aux recompositions de l'ordre mondial.

www.biosphere-economics.com

1. Ce que cherche réellement Pékin

La compétition sino-américaine est généralement décrite comme une course à la primauté : quelle économie sera la première, quelle armée sera la plus puissante, qui dominera l'intelligence artificielle, la Chine parviendra-t-elle à supplanter le dollar et le système d'alliances américain ? Ces questions sont importantes. Elles risquent pourtant de masquer un seuil stratégique plus proche.

Imaginons une Chine qui continue d'importer son énergie par des routes maritimes exposées, reste en retard sur les États-Unis dans certaines technologies de pointe, se heurte à un réseau mondial d'alliances plus puissant que le sien et demeure globalement inférieure sur le plan militaire. Mais les restrictions sur les technologies avancées ne suffisent plus à interrompre les productions stratégiques ; les sanctions financières imposent des coûts immenses sans parvenir à infléchir ses choix politiques ; la pression maritime agit trop lentement ; et toute intervention à proximité des côtes chinoises comporte des risques de pertes et d'escalade nucléaire qu'aucun gouvernement américain ne peut considérer comme ordinaires. La Chine n'a pas dépassé les États-Unis. Pourtant, la relation stratégique a changé de nature.

Le jeu de go offre une grille de lecture utile pour comprendre cette transformation. Des pierres identiques y acquièrent leur valeur par leur position, leurs connexions et les coups qu'elles rendent possibles. Un groupe peut être plus petit que celui de l'adversaire et néanmoins devenir *vivant* : il n'a pas besoin de dominer le goban pour cesser d'être capturable. Il ne s'agit pas de prêter aux dirigeants chinois une manière de penser propre au go. L'analogie porte uniquement sur la structure des positions. PIB, navires, ogives, usines de semi-conducteurs, brevets ou réserves mesurent des capacités. La stratégie tient à la manière dont ces capacités s'articulent avec la géographie, les alliances, les chaînes de valeur, la finance et les systèmes militaires, et aux options qui restent réellement disponibles lorsque la confrontation s'intensifie.

Nous appelons **incoercibilité stratégique** le seuil à partir duquel un adversaire conserve la capacité d'infliger des coûts très élevés, mais ne peut plus raisonnablement contraindre un État à revenir sur un choix qu'il considère comme vital par les principaux instruments militaires, technologiques et financiers dont il dispose avec ses alliés. L'incoercibilité n'est ni l'invulnérabilité ni la primauté. Elle se situe entre deux autres états :

$$\text{Résilience (R)} < \text{Incoercibilité stratégique (I)} < \text{Organisation systémique (O)}.$$

La résilience permet d'absorber la pression sans rupture du système. L'incoercibilité signifie que cette pression ne suffit plus, de manière fiable, à contraindre l'adversaire à revenir sur un choix essentiel. L'organisation systémique va plus loin : les décisions importantes d'autres gouvernements commencent à dépendre des institutions, de la protection, des marchés, des normes, de la liquidité, des règles ou des réactions anticipées d'une puissance. La Chine peut donc s'approcher de *I* tout en restant loin de *O*.

Cette distinction éclaire également ce que Pékin pourrait rechercher, à terme, dans l'ordre international. La diplomatie chinoise officielle ne propose pas d'abolir le système né après 1945. La Global Governance Initiative de 2025 appelle plutôt à réformer la gouvernance mondiale en maintenant les Nations unies en son centre et en donnant davantage de poids à la souveraineté, au développement, au multilatéralisme et à la voix du Sud global.[4] Un vocabulaire plus ancien et plus spéculatif, celui de *Tianxia*, « tout ce qui est sous le Ciel », a également été réinvesti par des penseurs chinois contemporains pour concevoir un ordre à l'échelle du tout plutôt qu'une compétition permanente entre unités souveraines. Cet universalisme est contesté, car l'inclusion peut aussi masquer une hiérarchie.[5, 6] Dans cette analyse, *Tianxia* importe moins comme préfiguration des futures institutions chinoises que comme rappel d'un point essentiel : l'horizon stratégique de Pékin ne s'arrête pas nécessairement à la fin de la coercition américaine. Au-delà de *I*, la question est de savoir si la Chine peut convertir son autonomie en capacité à structurer les choix décisifs des autres.

Fin de partie. Une fin de partie n'est pas la date à laquelle un pays « gagne ». C'est une configuration dans laquelle les principaux coups susceptibles de modifier l'ordre établi n'ouvrent plus de voie crédible vers une position structurellement plus favorable. La fermeture stratégique peut donc précéder la primauté et intervenir à des rythmes différents selon les domaines.

2. La course à l'incoercibilité

La stratégie chinoise se comprend moins comme une marche unique vers la suprématie que comme l'élimination progressive des moyens de veto étrangers. L'expression chinoise *kǎ bózi*, littéralement « saisir à la gorge », désigne la vulnérabilité créée par un goulet d'étranglement extérieur ; l'objectif associé d'être « autonome et contrôlable » ne signifie pas l'autarcie, mais la suppression des dépendances susceptibles d'être transformées en instruments de coercition. Xi Jinping en a formulé le pendant avec une rare clarté en 2020 : réduire le contrôle étranger sur les chaînes industrielles critiques tout en accroissant la dépendance du reste du monde envers la production chinoise, afin de renforcer les capacités de riposte et de dissuasion.[2] Le quinzième plan quinquennal inscrit cette stratégie dans des politiques concrètes dans les circuits intégrés, les machines-outils, les logiciels, les matériaux avancés et d'autres maillons faibles.[3]

L'objectif stratégique n'est pas d'atteindre la frontière technologique dans tous les domaines. Une technologie nationale moins avancée peut avoir une grande valeur géopolitique si elle permet à un système essentiel de continuer à fonctionner malgré les restrictions. À l'inverse, une percée scientifique spectaculaire pèse peu dans le rapport de coercition si elle ne peut être transformée en ingénierie, produite, maintenue et déployée à grande échelle. La compétition technologique oppose donc avant tout le **renouvellement de l'avance technologique américaine** à la **substitution chinoise et à sa capacité de conversion industrielle** : Washington peut-il créer le point de dépendance de demain avant que Pékin ne rende celui d'aujourd'hui stratégiquement caduc ? Les contrôles à l'exportation peuvent faire gagner du temps, mais leur emploi transforme aussi l'actif qu'ils mobilisent : le déni accroît l'intérêt de la substitution. D'où une distinction essentielle : *retarder n'est pas empêcher, et empêcher n'est pas contraindre au recul*.

La même logique fonctionne en sens inverse. La domination chinoise dans la séparation des terres rares et les aimants permanents, le graphite, les batteries et de larges segments des technologies propres crée à son tour des goulets d'étranglement. Les restrictions chinoises de 2025 sur les terres rares ont montré qu'une dépendance occidentale concentrée sur quelques intrants pouvait rendre beaucoup plus coûteuse la mise en œuvre d'un dispositif américain de coercition pourtant bien plus vaste. Elles ont aussi accéléré les investissements dans des mines, capacités de traitement, filières de recyclage et productions d'aimants alternatives.[14, 15] L'interdépendance instrumentalisée est donc dynamique des deux côtés : un goulet a d'autant plus de valeur que la dépendance persiste et que la coalition qui le contrôle reste disposée à s'en servir.[1]

Pris séparément, la substitution dans les semi-conducteurs, les réserves stratégiques de pétrole, l'électrification, le déni militaire, les règlements en renminbi, les restrictions sur les terres rares et la diplomatie de division relèvent d'administrations différentes et répondent à des problèmes immédiats distincts. Mais, vus depuis la fin de partie, ces instruments poussent dans la même direction : chacun supprime, affaiblit ou complique l'une des voies par lesquelles une coalition extérieure pourrait contraindre Pékin à revenir sur un choix vital. Cette convergence ne suppose ni plan directeur parfaitement intégré ni exécution sans heurts. Elle traduit la cohérence stratégique produite par un effort durable pour réduire le nombre de moyens de veto étrangers.

Géographie maritime : Ormuz, Malacca et la première chaîne d'îles

La vulnérabilité maritime chinoise ne se résume pas à un détroit. Elle forme une chaîne de contraintes géographiques. Une grande partie des hydrocarbures et matières premières importés par mer vient du golfe Persique, d'Afrique et de l'océan Indien. Ormuz se situe à l'extrémité occidentale de la principale route énergétique. Malacca est le passage le plus court entre les océans Indien et Pacifique ; Sunda et Lombok offrent des itinéraires alternatifs, mais plus coûteux. Plus à l'est, les détroits de Taïwan et de Luçon croisent la première chaîne d'îles et les passages qui relient les mers bordières chinoises au Pacifique ouvert.

L'échelle de Malacca reste exceptionnelle. Selon l'Energy Information Administration américaine, 23,2 millions de barils par jour de pétrole et autres liquides ont franchi le détroit au premier semestre 2025 ; la Chine représentait 48% des volumes importés qui y transitaient.[9] Mais le commerce au sens large crée une autre vulnérabilité : le CSIS estime que près de 1 300 milliards de dollars d'échanges chinois ont emprunté le détroit de Taïwan en 2024, davantage que la valeur du commerce chinois passant par Malacca.[10] Un conflit autour de Taïwan se déroulerait donc au voisinage immédiat de l'une des principales artères économiques de la Chine elle-même.

Depuis deux décennies, Pékin s'efforce de modifier cette géographie sans pouvoir l'abolir : oléoducs et gazoducs russes et centrasiatiques, corridor Chine-Myanmar, réserves stratégiques de pétrole, charbon et hydrocarbures domestiques, nucléaire et renouvelables, diversification des fournisseurs, puissance

navale et avant-postes insulaires en mer de Chine méridionale. L'électrification agit plus profondément encore sur la vulnérabilité en réduisant la quantité de pétrole importé nécessaire au fonctionnement des transports et de l'industrie. La vulnérabilité maritime ne disparaît donc pas. En revanche, l'idée qu'un détroit, Malacca ou un autre, puisse à lui seul fonctionner comme un interrupteur et provoquer rapidement une décision politique devient moins plausible.

Les perturbations autour d'Ormuz en 2026 constituent à cet égard un test partiel de cette évolution. Elles ont révélé la dépendance persistante de la Chine aux approvisionnements énergétiques maritimes, mais aussi l'écart entre vulnérabilité et coercibilité. Stocks, énergie domestique, compression de la demande, fournisseurs alternatifs et électrification peuvent allonger le délai entre la rupture physique des flux et ses effets politiques. La variable pertinente est le **délai nécessaire pour produire un effet politique**, et non la seule part des importations en temps de paix. La question est de savoir si une interruption à Ormuz, Malacca ou ailleurs peut imposer un recul politique avant que le reroutage, la substitution, les stocks, la riposte militaire et la fatigue de la coalition ne modifient l'équation. Une coalition coercitive devrait en outre agir simultanément sur le transport maritime, l'assurance et la réassurance, les ports, la classification, la finance, l'immatriculation des navires et l'accès aux matières premières critiques, plutôt que se contenter d'arrêter des pétroliers dans un détroit.[11]

Finance, alliances et dispositif de coercition maximal

La finance demeure le moyen de coercition américain le plus difficile à contourner durablement. Le recours croissant au renminbi et à CIPS peut réduire l'exposition de la Chine à certaines restrictions de paiement sans reproduire pour autant la profondeur, la valeur comme collatéral, la convertibilité ni les mécanismes de soutien en temps de crise du système centré sur le dollar.[12, 13] Le principal chemin vers une incoercibilité financière chinoise pourrait donc être politique avant d'être monétaire : un régime maximal de sanctions peut devenir trop coûteux pour les institutions européennes, asiatiques et du Golfe, alors même que le dollar reste structurellement dominant.

C'est pourquoi le système d'alliances américain n'est pas un domaine parmi d'autres. Il permet de combiner plusieurs leviers au sein d'un même dispositif. Les États-Unis peuvent combiner technologies néerlandaises et japonaises, bases alliées, renseignement, finance, accès maritime et grands marchés d'une manière que la Chine ne peut reproduire seule. Mais disposer de ces capacités ne suffit pas : encore faut-il pouvoir les mobiliser ensemble. Nous appelons **délai de mobilisation de la coalition** l'intervalle entre l'existence de capacités alliées et leur transformation en action coordonnée. Quelques mois peuvent rester supportables dans une campagne technologique. Dans une crise militaire qui se joue en quelques jours, ils peuvent être décisifs.

Pékin n'a donc pas besoin de dissoudre le réseau d'alliances américain. Il lui suffit parfois que des partenaires restent alliés mais refusent de participer à un régime précis de sanctions, à un contrôle des exportations, à une décision d'accès aux bases ou à une opération militaire. C'est l'asymétrie centrale de la compétition :

Washington doit réussir à additionner ses forces et celles de ses alliés. Pékin peut se contenter d'empêcher cette addition. L'incoercibilité chinoise doit donc être évaluée face à un *dispositif de coercition maximal* politiquement plausible, et non instrument par instrument.

Le déni militaire sous l'ombre nucléaire

Dans la fin de partie, la puissance militaire compte par le coût qu'elle peut imposer et par la crédibilité d'une intervention. La Chine n'a pas besoin de remporter une compétition militaire mondiale. Il lui suffit de rendre une intervention dans les crises qu'elle juge essentielles assez incertaine, coûteuse et porteuse d'escalade pour que la supériorité militaire globale des États-Unis cesse d'être un instrument fiable de coercition. La modernisation conventionnelle chinoise s'est donc concentrée sur le Pacifique occidental, où la géographie favorise les forces opérant à proximité du territoire continental et où la portée des missiles, les bases, les délais d'alerte et les capacités de renfort comptent davantage que les inventaires mondiaux. Missiles à longue portée, défense aérienne intégrée, sous-marins, forces navales et aériennes, opérations cyber, capacités antisatellites et architecture dense de renseignement, surveillance et reconnaissance contribuent ensemble à cette capacité de déni régional. La National Defense Strategy américaine de 2026 place en conséquence au cœur du théâtre une **dissuasion par le déni** le long de la première chaîne d'îles, plutôt que la recherche d'une domination sans partage.[7, 8]

Les concepts chinois de « confrontation des systèmes » et de « guerre de destruction des systèmes » prolongent cette logique de désorganisation de l'adversaire. Il ne s'agit pas nécessairement de détruire chaque plateforme adverse, mais de désorganiser les capteurs, communications, réseaux de commandement, systèmes cyber et spatiaux qui transforment des forces puissantes en un ensemble opérationnel cohérent.[17] Une force plus petite peut produire des effets disproportionnés si elle parvient à aveugler, déconnecter ou retarder la plus grande.

La modernisation nucléaire ajoute une seconde contrainte bien avant que la parité numérique ne soit atteinte. La Chine passe d'une force de représailles relativement limitée à un arsenal plus vaste et diversifié, doté de nouveaux silos, de systèmes mobiles terrestres, de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, d'une meilleure alerte avancée et d'une posture évoluant vers la contre-frappe sur alerte. La FAS estime l'arsenal chinois à environ 620 ogives en 2026, encore très loin du stock américain mais plus de deux fois supérieur aux quelque 290 estimées en 2019.[18] L'enjeu stratégique ne réside pas dans le nombre d'ogives en lui-même. Une capacité de seconde frappe plus survivable rend plus difficile l'hypothèse d'attaques conventionnelles profondes : les planificateurs ne peuvent être certains que des frappes contre les systèmes chinois de commandement, d'alerte, spatiaux ou balistiques resteront séparées de l'escalade nucléaire.

C'est le problème de l'**imbrication entre forces conventionnelles et nucléaires**. Satellites, capteurs d'alerte, communications et infrastructures cyber peuvent servir à la fois des fonctions conventionnelles et nucléaires. Une opération destinée à dégrader le ciblage conventionnel peut être interprétée comme la préparation d'une attaque visant à affaiblir les capacités de représailles.[19] L'incoercibilité stratégique peut ainsi naître en partie du risque d'escalade : la puissance la plus forte conserve la capacité physique d'intervenir, mais perd l'assurance que cette intervention pourra rester circonscrite.

3. Après l'incoercibilité

Taïwan n'est pas la fin de partie. C'est le test intégré le plus exigeant pour déterminer si celle-ci a déjà changé au niveau de la coercition. Une crise autour de l'île activerait presque toutes les dimensions examinées : accès à la première chaîne d'îles, consentement politique des alliés, dépendance aux semi-conducteurs, énergie maritime, sanctions financières, représailles industrielles chinoises, minerais critiques, systèmes spatiaux et escalade nucléaire. La question décisive ne serait pas de savoir si Washington peut infliger des coûts immenses. Elle serait de savoir si le dispositif américano-allié maximal, dans les limites de ce qui reste politiquement crédible, peut encore contraindre Pékin à revenir sur une décision qu'il juge fondamentale.

Supposons que la Chine franchisse ce seuil. Et après ? La réponse n'est pas, par définition, l'hégémonie. Atteindre *I* protégerait les choix vitaux de Pékin contre une contrainte extérieure ; cela n'amènerait pas pour autant les autres gouvernements à organiser leurs propres décisions autour des institutions, de la protection ou des règles chinoises. Le passage de l'incoercibilité à la capacité d'organiser durablement le système international est plus difficile et relève d'une autre logique politique. Trois fins de partie structurelles en découlent.

Reconstitution américaine	Les États-Unis renouvellent leurs avantages technologiques et militaires plus vite que la Chine ne les neutralise, réduisent leurs dépendances dangereuses, raccourcissent le délai de mobilisation de leur coalition et préservent assez de légitimité pour que leur puissance de réseau reste utilisable.
Percée systémique chinoise	La Chine atteint d'abord l'incoercibilité stratégique, puis convertit son autonomie et sa centralité industrielle en règles, liquidité, sécurité, normes ou institutions capables de structurer durablement le comportement des États tiers.
Ordre fonctionnellement distribué	Aucune des deux puissances ne parvient à organiser l'ensemble du système. Finance et alliances américaines, centralité industrielle chinoise, puissance réglementaire européenne et autonomie stratégique des puissances intermédiaires coexistent selon les fonctions.

La troisième configuration apparaît aujourd'hui comme le scénario central le plus plausible, mais elle ressemble davantage à un interrègne qu'à un ordre stabilisé. L'exclusivité américaine s'érode plus vite que Pékin ne reproduit l'ensemble des fonctions financières, sécuritaires et institutionnelles qui ont donné à la puissance américaine sa dimension systémique. Un ordre post-américain ne serait donc pas nécessairement chinois. Il peut devenir fonctionnellement multipolaire avant de le devenir dans la hiérarchie

globale des puissances.

La distinction $I \neq O$ constitue le principal frein aux lectures déterministes de l'ascension chinoise. Être impossible à contraindre ne signifie pas être suivi. La dépendance n'entraîne pas nécessairement l'alignement, pas plus que l'alignement ne suffit à créer un ordre durable. La coercition économique chinoise a souvent infligé des coûts réels sans obtenir le recul politique recherché. Le discours officiel sur la gouvernance mondiale, comme des traditions intellectuelles telles que Tianxia, signale une ambition et peut-être une orientation normative ; il ne prouve pas l'adhésion des autres. Une percée systémique doit se lire dans les choix des États tiers : à quelle liquidité font-ils confiance ? Quelles normes adoptent-ils ? De quelle sécurité dépendent-ils ? Quelles préférences anticipent-ils même en l'absence de coercition explicite ?

4. Le dernier goban encore ouvert

Donald Trump n'a hérité ni d'une primauté américaine intacte ni d'une autonomie chinoise achevée. Il a trouvé un goban sur lequel les États-Unis contrôlent encore plusieurs goulets d'étranglement d'une valeur exceptionnelle, tandis que la Chine a passé des années à construire des solutions de rechange et ses propres goulets d'étranglement. Le test est donc double :

$$\boxed{\text{Consolider } I_{US}} + \boxed{\text{Empêcher } I_{CN}}.$$

Dix-huit mois après le début du second mandat Trump, les faits conduisent à une conclusion plus intéressante que les deux caricatures habituelles. Le trumpisme n'est ni un pur chaos stratégique ni la preuve d'un plan directeur parfaitement intégré. Une orientation stratégique se dessine néanmoins, beaucoup plus nette lorsqu'il s'agit de rendre les États-Unis moins vulnérables à la coercition que lorsqu'il s'agit d'empêcher la Chine d'atteindre à son tour l'incoercibilité.

Minerais critiques et résilience industrielle. Les efforts de l'administration pour développer l'extraction et le traitement aux États-Unis et chez leurs alliés, renforcer les chaînes d'approvisionnement de défense, les équipements de réseau et les capacités maritimes traitent la dépendance américaine elle-même comme une vulnérabilité stratégique. Cette politique répond à une logique cohérente de reconstitution : un pays qui dépend de son principal rival pour des intrants indispensables à sa mobilisation ne peut menacer de façon crédible de soutenir une confrontation prolongée avec lui. L'affrontement sur les terres rares en 2025 a été révélateur. Washington a activé droits de douane et pression technologique avant d'avoir neutralisé les goulets d'étranglement contrôlés par Pékin qui lui permettaient de riposter. Les contrôles chinois à l'exportation n'avaient pas besoin d'égaliser la puissance des leviers américains. Il leur suffisait de rendre plus coûteux, et donc plus difficile à soutenir, l'emploi de l'ensemble du dispositif américain.[14, 15]

IA et déplacement de la frontière technologique. La volonté d'exporter un écosystème américain intégré d'IA, associant matériel, cloud, modèles, logiciels, financement et normes, peut être interprétée comme une tentative de préserver la dépendance à un écosystème plutôt que de figer un goulet particulier dans les semi-conducteurs.[16] C'est stratégiquement plus élaboré qu'un déni permanent. Un goulet d'étranglement figé perd de sa valeur si son emploi accélère l'émergence d'une filière adverse complète ; une avance technologique constamment renouvelée peut préserver le levier américain si les écosystèmes américain et alliés continuent de produire des nœuds rares plus vite que la Chine ne peut les reproduire.

Première chaîne d'îles et puissance alliée. Un partage accru du fardeau peut renforcer les capacités militaires alliées et réduire les contraintes de simultanéité américaines. Mais les inventaires militaires n'améliorent la position des États-Unis que si la cohésion politique demeure. La coercition commerciale exercée sur des alliés crée une possibilité inconfortable : leurs capacités augmentent tandis que leur volonté de les mobiliser ensemble lors d'une crise avec la Chine diminue. Le nouvel affrontement entre Washington et Ottawa en 2026 montre pourquoi la cohésion d'une alliance ne se mesure pas seulement aux dépenses de défense, mais aussi à l'accès aux bases, à la coordination des sanctions, à l'application des contrôles à l'exportation, à la logistique et aux décisions prises en situation de crise.[20]

Panama et Venezuela. L'hémisphère occidental offre l'exemple le plus clair d'une stratégie visant à consolider la position américaine qui dépasse les seules politiques explicitement étiquetées « Chine ». Les pressions autour des infrastructures critiques du canal de Panama et l'intervention au Venezuela peuvent se lire comme des tentatives de sécuriser l'arrière stratégique américain, de réduire les points d'appui de puissances extérieures à l'hémisphère et de restreindre certaines options énergétiques et logistiques chinoises à la périphérie. Le cas panaméen est particulièrement instructif : Pékin a réagi, et l'intervention

des autorités chinoises a contribué à bloquer la cession commerciale des ports de CK Hutchison, déplaçant l'affrontement vers les terrains juridique et souverain.[21] Le blocage par Pékin de l'acquisition par Meta de Manus, société d'IA d'origine chinoise, révèle la même extension de l'arsenal défensif chinois au contrôle des technologies stratégiques, des talents et de la propriété intellectuelle.[22]

Iran et Ormuz. La campagne iranienne illustre le risque inverse : une opération militaire de grande ampleur sur un théâtre régional peut dégrader la position américaine dans la compétition avec la Chine. Six mois après le début de la guerre de 2026, Reuters décrivait une impasse coûteuse, Téhéran continuant de résister tandis que Washington revenait largement à la pression économique.[23] Le conflit peut affaiblir un partenaire de la Chine et réduire son accès à un pétrole décoté, mais il consomme aussi munitions, attention et capital politique, accroît la volatilité énergétique et renforce les incitations à l'électrification qui diminue la vulnérabilité pétrolière chinoise. En août, l'adaptation de la demande chinoise influençait elle-même l'équilibre du marché mondial du pétrole.[24] Ormuz produit donc des effets contradictoires : le détroit révèle une exposition chinoise persistante tout en accélérant les technologies et les politiques par lesquelles Pékin cherche à la rendre moins coercible.

Enfin, la reconstitution de la puissance américaine dépend aussi de sa soutenabilité budgétaire. Les États-Unis peuvent financer leur réarmement et leur reconstruction industrielle à une échelle que peu d'États peuvent égaler. Mais la persistance des déficits et la hausse des besoins de refinancement créent une vulnérabilité endogène au moment même où la Chine réduit son exposition directe aux bons du Trésor. Le CBO prévoit que la dette fédérale détenue par le public passera d'environ 101% du PIB en 2026 à 120% en 2036.[25] Le risque n'est pas que la Chine puisse « vendre ses Treasuries » et faire s'effondrer le dollar. Il tient au fait que la centralité financière est à la fois le moyen de coercition américain le plus durable face à la Chine et l'une des infrastructures de l'incoercibilité américaine. Une reconstitution qui affaiblirait la confiance dans cette infrastructure éroderait une partie du levier qu'elle cherche précisément à préserver.

Le trumpisme dessine une stratégie identifiable de reconstitution de la puissance américaine. Les faits n'établissent pas encore l'existence d'une stratégie aussi cohérente pour empêcher Pékin d'atteindre I_{CN} .

5. Qui prend l'avantage ?

La comparaison est asymétrique, car les deux camps ne poursuivent pas le même objectif immédiat. Celle de Pékin est cumulative : supprimer assez de moyens de veto extérieurs et être en mesure d'imposer suffisamment de coûts en retour pour atteindre I_{CN} . Celle de Washington est double : demeurer lui-même incoercible tout en préservant un dispositif américain et allié suffisamment coordonné pour contraindre la Chine à revenir sur un choix vital. Ce qui compte n'est donc pas la puissance théorique de ces leviers, mais ce qu'il en reste réellement utilisable *après la meilleure riposte adverse*. La finance demeure le moyen de veto américain le plus solide dans la durée ; les technologies de pointe comportent encore des goulets importants ; le déni le long de la première chaîne d'îles reste puissant ; et le poids cumulé des alliances peut démultiplier ces trois avantages. Face à eux, la Chine a construit des solutions technologiques de substitution, des dépendances critiques qu'elle peut elle-même exploiter, des capacités accrues de déni militaire régional et les moyens d'imposer des coûts concentrés à certains membres de la coalition. L'incertitude centrale porte sur la capacité américaine à combiner assez vite ces instruments et à les soutenir assez longtemps pour contraindre Pékin à revenir sur sa décision.

	2027	2030	2035
Les États-Unis et leurs alliés peuvent-ils contraindre Pékin au recul ?	Probablement*	Incertain	Probablement pas
I_{US}	Oui	Oui	Oui
I_{CN}	Non	Seuil	Probablement oui
Position stratégique	Avantage asymétrique américain	Fenêtre qui se referme	Incoercibilité stratégique mutuelle

* Dans certaines configurations. La confiance dans ce diagnostic chute fortement une fois une guerre majeure engagée. Ces dates correspondent à des tests de seuil, non à des prévisions de crise ou de guerre.

Ce diagnostic ne revient pas à annoncer une future primauté chinoise. **La Chine n'est pas aujourd'hui stratégiquement incoercible.** Nous estimons qu'en 2027 le dispositif américano-allié le plus puissant qui demeure politiquement envisageable, conserve probablement une voie permettant de contraindre Pékin à revenir sur un choix vital. Vers 2030, ce jugement devient véritablement incertain. À l'horizon 2035, si les tendances actuelles se prolongent, ce même dispositif devrait encore pouvoir infliger des dommages extraordinaires, mais probablement plus contraindre Pékin à revenir sur sa décision. La trajectoire centrale conduit donc à une **incoercibilité stratégique mutuelle**, et non à une primauté chinoise. Ce diagnostic reste conditionnel : de nouveaux moyens de veto technologiques américains et alliés, une diversification plus rapide réduisant la dépendance aux goulets d'étranglement contrôlés par la Chine ou une coordination sensiblement plus rapide de la coalition pourraient repousser le seuil.

Trump change-t-il la trajectoire ?

Le second mandat Trump modifie sensiblement la course, mais de manière asymétrique. La diversification des approvisionnements en minerais critiques, la reconstruction industrielle, l'abondance énergétique, l'augmentation de la production de défense, les infrastructures d'IA, le renforcement des capacités maritimes et la volonté de sécuriser l'arrière stratégique rendent les États-Unis plus difficiles à contraindre. Les restrictions technologiques, le déni le long de la première chaîne d'îles et le renforcement des capacités militaires alliées ralentissent aussi la progression de la Chine vers I_{CN} . Les résultats sont toutefois plus nets sur le premier objectif que sur le second. La substitution technologique chinoise se poursuit ; les terres rares et d'autres goulets d'étranglement dont elle contrôle elle-même l'accès ont démontré une capacité de coercition immédiate ; et la pression économique exercée sur les alliés peut allonger le temps nécessaire pour rassembler la coalition dont dépend le dispositif antichinois le plus puissant. L'affrontement sur les terres rares en 2025 et les efforts occidentaux de diversification qui ont suivi illustrent les deux versants de cette course : les contrôles chinois ont rapidement perturbé certaines chaînes industrielles, tandis que le développement d'alternatives dans l'extraction, le traitement et les aimants demande beaucoup plus de temps.[14, 15]

Le trumpisme renforce I_{US} et ralentit la progression chinoise vers I_{CN} , mais il n'a pas encore démontré qu'il pouvait empêcher la Chine de franchir ce seuil. En raccourci : $I_{US} \uparrow$, $dI_{CN}/dt \downarrow$, mais **retarder n'est pas empêcher**. Trump modifie plus nettement le rythme de la course que son issue la plus probable à ce stade.

L'incoercibilité mutuelle trancherait la question de la coercition, mais pas celle de la fin de partie. Si la Chine franchit I_{CN} alors que les États-Unis restent eux-mêmes incoercibles, aucun des deux camps n'aura remporté la compétition plus large. Pékin aura soustrait ses choix vitaux à la capacité américaine de lui imposer un recul, sans avoir pour autant acquis la faculté d'organiser le système international autour de lui. La question stratégique se déplacera alors de la coercition vers l'organisation : quelle puissance saura convertir autonomie, centralité technologique et industrielle, alliances, normes, finance et biens publics en influence durable sur les choix décisifs des autres ? C'est le passage de I à O . C'est aussi pourquoi les trois fins de partie décrites plus haut restent ouvertes même dans un monde d'incoercibilité stratégique mutuelle.

6. Quand le goban répond

La théorie sera véritablement mise à l'épreuve lors d'une crise, lorsque des domaines qui paraissent séparables en temps de paix devront être activés ensemble. Taïwan en est le candidat le plus évident. Une confrontation majeure relierait l'accès militaire le long de la première chaîne d'îles, les bases et le consentement politique des alliés, l'approvisionnement en semi-conducteurs, les repréailles industrielles chinoises, les sanctions financières, les approvisionnements énergétiques maritimes, les minerais critiques, les systèmes spatiaux et l'escalade nucléaire. Malacca et Ormuz ne seraient plus de simples symboles de vulnérabilité : ils permettraient de mesurer quelle part de la dépendance énergétique chinoise peut encore être transformée en pression politique, et dans quels délais. Le rapport de forces militaire ne se mesurerait pas au nombre de navires et de missiles, mais à la capacité des forces américaines et alliées d'empêcher un fait accompli sans entrer dans une dynamique d'escalade qu'elles ne maîtriseraient plus.

Les jeux de guerre confirment l'importance de distinguer entre mettre en échec l'opération initiale et terminer le conflit à des conditions acceptables. Les simulations de blocus du CSIS et les exercices du CNAS autour de Taïwan montrent à quelle vitesse s'entremêlent les dimensions militaire, économique et nucléaire de l'escalade, et combien il devient difficile, une fois le conflit cinétique engagé, de revenir à la position stratégique antérieure.[26, 27] Des frappes conventionnelles contre les systèmes de commandement, cyber ou spatiaux peuvent affecter l'alerte nucléaire; une guerre prolongée peut épuiser les munitions et élargir l'éventail des cibles; des forces conçues pour la dissuasion peuvent acquérir des caractéristiques de combat nucléaire lorsque les deux camps cherchent à préserver leurs options alors qu'ils sont eux-mêmes attaqués.

Le risque le plus dangereux est donc celui d'un décalage entre la position réelle et la position perçue. Washington peut croire qu'un dispositif associant déni technologique, finance, pression maritime, accès militaire allié et sanctions peut encore contraindre Pékin à revenir sur sa décision. Pékin peut au contraire estimer qu'assez de ces moyens de veto ont déjà perdu de leur efficacité pour rendre un tel recul impossible. Si une crise oblige les deux camps à confronter ces convictions aux faits, Washington pourrait découvrir que ses instruments permettent toujours de punir, mais plus de contraindre.

Le choix deviendrait alors périlleux : accepter une perte de contrôle que les dirigeants américains pourraient juger politiquement intolérable; recourir à des moyens de pression ou de force encore disponibles; ou tenter de modifier le goban par la force avant la fermeture de la fenêtre restante. On retrouve ici la **double fenêtre qui se ferme**. Washington peut craindre de perdre une option dont il pourrait avoir besoin plus tard; Pékin peut interpréter cette crainte comme une incitation à l'utiliser tant qu'elle existe encore. Les deux fenêtres perçues peuvent ainsi se renforcer mutuellement avant même que le rapport de forces matériel ne soit objectivement figé.[28]

Dernière complication : l'incoercibilité mutuelle ne créerait pas automatiquement un équilibre :

$$I_{US} + I_{CN} \not\Rightarrow \text{fermeture stratégique.}$$

Une Chine désormais à l'abri d'une coercition américaine décisive pourrait chercher à franchir l'étape suivante, de *I* vers *O* : éroder la première chaîne d'îles, réduire son exposition au dollar, approfondir son autonomie technologique, exploiter les fractures des coalitions et convertir sa centralité industrielle en normes et en influence institutionnelle. Un rapport de forces favorable aux États-Unis peut donc constituer un objectif américain sans devenir pour autant un équilibre que Pékin aurait intérêt à accepter.

La guerre ne suffit pas, par elle-même, à résoudre ce problème. Un cessez-le-feu met fin aux combats; un règlement en fixe les termes; une fin de partie suppose que la structure d'après-guerre supprime les voies crédibles vers une configuration sensiblement meilleure. Si les deux camps sortent du conflit convaincus qu'un réarmement peut améliorer leur position lors de la manche suivante, la guerre aura modifié le goban sans fermer la partie. Elle demeure une voie de transition, pas une quatrième fin de partie.

C'est la **méprise stratégique** : non pas seulement une erreur sur les intentions de l'autre, mais une mauvaise lecture de la valeur coercitive réelle des instruments encore disponibles. Elle ouvre une voie vers la guerre systémique sans supposer qu'aucun des deux camps recherche un affrontement hégémonique.

La fin de partie avant la primauté. La transition la plus lourde de conséquences peut intervenir avant que la Chine ne devienne la première puissance mondiale et sans qu'il soit possible d'en dater précisément le franchissement. Elle peut se manifester par la disparition progressive d'options : une restriction technologique qui n'arrête plus la production, une coalition de sanctions qui se forme trop lentement, un goulet maritime dont l'effet politique arrive trop tard, une menace militaire qui ne permet plus de garantir la maîtrise de l'escalade. Lorsque la perte du pouvoir de veto devient évidente, les substitutions et les adaptations qui l'ont produite peuvent déjà être difficiles à inverser.

Le moment le plus dangereux n'est donc peut-être pas celui où la Chine deviendra plus puissante que les États-Unis. Ce pourrait être celui où Washington découvrira, au cœur d'une crise, que la Chine est devenue plus difficile à contraindre que ne le supposait la stratégie américaine.

Références sélectionnées

Références

- [1] Henry Farrell and Abraham L. Newman, "Weaponized Interdependence : How Global Economic Networks Shape State Coercion," *International Security*, 44(1), 2019.
- [2] Xi Jinping, "Major Issues Concerning China's Strategies for Medium- and Long-Term Economic and Social Development," *Qiushi*, 2020.
- [3] People's Republic of China, *Outline of the Fifteenth Five-Year Plan for National Economic and Social Development*, March 2026.
- [4] Ministry of Foreign Affairs of the PRC, "Concept Paper on the Global Governance Initiative," September 2025.
- [5] William A. Callahan, "Chinese Visions of World Order : Post-hegemonic or a New Hegemony?," *International Studies Review*, 10(4), 2008.
- [6] Sinan Chu, "Whither Chinese IR? The Sinocentric Subject and the Paradox of Tianxia-ism," *International Theory*, 14(1), 2022.
- [7] Elbridge A. Colby, *The Strategy of Denial*. Yale University Press, 2021.
- [8] U.S. Department of Defense, *2026 National Defense Strategy*, January 2026.
- [9] U.S. Energy Information Administration, "World Oil Transit Chokepoints," March 2026.
- [10] Brian Hart et al., "Troubled Straits : Analyzing Trade Chokepoints in the South China Sea," CSIS, July 2026.
- [11] National Defense University Press, "Considering the Utility of Modern Blockade in a Protracted Conflict with China," 2024.
- [12] International Monetary Fund, *People's Republic of China : 2025 Article IV Consultation*, 2026.
- [13] Federal Reserve Board, "The International Role of the U.S. Dollar – 2025 Edition," July 2025.
- [14] Reuters, "China tightens rare earth export controls, targets defence, semiconductor users," October 9, 2025.
- [15] Center for Strategic and International Studies, "Rare Earth Export Restrictions One Year Later," 2026.
- [16] The White House, "Promoting the Export of the American AI Technology Stack," Executive Order, July 2025.
- [17] National Defense University Press, analyses of PLA "systems confrontation" and "system destruction warfare," 2022–2025.
- [18] Hans M. Kristensen et al., "Chinese nuclear weapons, 2026," *Bulletin of the Atomic Scientists*, 82(4), 2026.
- [19] David C. Gompert et al., *The PLA and China's Rejuvenation*. RAND Corporation, 2016.
- [20] Reuters, "Canada to retaliate for US tariffs, worsening ties after talks fail," August 22, 2026.
- [21] Reuters, "China says CK Hutchison's ports deal must not try to avoid antitrust review," April 27, 2025.
- [22] Reuters, "Beijing blocks Meta acquisition of Chinese AI startup Manus," April 27, 2026.
- [23] Reuters, "After six months, the Iran war has reached its endgame – a costly stalemate," August 27, 2026.
- [24] Reuters, "OPEC+ loses oil market sway in Iran war as China gains influence," August 27, 2026.
- [25] Congressional Budget Office, *The Budget and Economic Outlook : 2026 to 2036*, February 2026.
- [26] Mark F. Cancian, Matthew F. Cancian and Eric Heginbotham, *Lights Out? Wargaming a Chinese Blockade of Taiwan*, CSIS, July 2025.
- [27] Stacie Pettyjohn, Becca Wasser and Chris Dougherty, *Dangerous Straits : Wargaming a Future Conflict over Taiwan*, CNAS, June 2022.
- [28] Dale C. Copeland, *The Origins of Major War*. Cornell University Press, 2000.